

Bizarroïde...

Bizarre ! Vous avez dit bizarre ! Bizarroïde !

Malgré le contexte, c'est en effet plutôt curieux, surprenant, étrange, que dans les médias, soit pratiquement passé sous silence le débat des députés portant sur un projet de réforme de la Constitution française ! Certes, depuis huit jours, la mort de Ben Laden a littéralement éclipsé toutes les autres informations du moment, nationales comme internationales, car tel un tsunami qui, furieusement, se joue de toutes les digues, cette nouvelle (annonce, opération, suites...) a pris, dans tous les pays, une dimension particulière, exceptionnelle et qui n'est pas prête de s'arrêter. Pouvait-on s'attendre à autre chose du monde médiatique tel qu'il fonctionne ? Mais, reconnaissons aussi, que dans toutes les têtes, même dix ans après, demeurent ancrées les images, inoubliables, vues et revues maintes fois, des avions de lignes (avec des passagers) piquant sur les fameuses tours jumelles... La réalité, ce jour là, ne dépassait-elle pas réellement la pire des fictions ? Pourtant, comme après le 21 septembre 2001, le monde continue à tourner ! Quant au projet déjà en discussion à l'Assemblée Nationale, il envisage la création de « lois-cadres d'équilibre des finances publiques », pluriannuelles, qui « s'imposeront » aux lois financières ordinaires : lois de finances et, aussi, aux lois de financement de la Sécurité sociale. De plus, il « est proposé d'inscrire, dans la Constitution, le principe d'une transmission systématique à l'Assemblée et au Sénat des programmes de stabilité, avant qu'ils soient adressés à la Commission européenne dans le cadre du volet préventif du Pacte de stabilité et de croissance. » Rien que cela ! En d'autres termes, les députés et les sénateurs accepteraient, si les 3/5 du Parlement se prononçaient favorablement pour cette « réforme », d'engager notre pays dans des baisses de dépenses budgétaires et sociales, inquiétantes et, de plus, pour longtemps, pour la durée de cette Constitution ! Ajoutons qu'ils accepteraient également de laisser la Commission européenne prendre les décisions à leur place alors qu'ils sont sensés représenter le peuple ! Qui ne pressent l'importance de la « réforme » constitutionnelle présentée ? Avant ce changement possible qui entraînerait de dures conséquences sociales, il serait logique, raisonnable, juste que les citoyens en soient au moins informés. Que signifie ce quasi silence général ?